

# Front Social Marocain FSMa



## Déclaration de presse de la conférence de presse de «La dynamique démocratique marocaine contre le Sommet du Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et contre la participation de l'entité sioniste, à Marrakech»

sous le slogan:

«La lutte contre la tyrannie et contre l'impérialisme est une seule et même bataille»

□□□□□□□□□□□□□□ □□□□□□□□□□□□□□ □□ □□□ □

Marrakech, le dimanche 8 avril 2023

Mesdames et Messieurs, représentants des organismes de presse et des médias... ;

Amis, hommes et femmes, représentants d'organismes politiques, syndicaux, de droits humains et associatifs; et...;

D'abord, au nom du Secrétariat National de «La Dynamique Démocratique Marocaine contre le Sommet du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale et contre la Participation de l'Entité Sioniste, à Marrakech», nous ne pouvons manquer de renouveler nos condoléances et notre solidarité inconditionnelle avec les victimes du tremblement de terre qui a frappé notre pays, le Maroc, dans la nuit du vendredi 8 septembre 2023, dans les provinces d'Al Haouz, Chichaoua, Marrakech, Taroudant, Ouarzazate et Azilal...

Ce qui s'est-il passé cette nuit-là et ce qui a suivi jusqu'à aujourd'hui, a une fois de plus mis en évidence les conditions de vie des habitants de la région et l'ampleur de la marginalisation, de la pauvreté et de l'isolement dans lesquels ils vivent en raison des politiques suivies dans divers domaines dans notre pays et en raison de l'indifférence des responsables de notre pays envers les pauvres et les travailleurs de ces régions.

Mesdames et messieurs

Le Secrétariat national de la «Dynamique démocratique marocaine contre le sommet du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, et contre la participation de l'entité sioniste, à Marrakech», qui a été constituée à l'initiative du «Front social marocain», qui comprend un nombre d'organisations politiques, syndicales, de défense des droits humains et associatives, dans le cadre du contre-sommet au sommet annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech.

Nous vous souhaitons la bienvenue à cette conférence de presse consacrée à la présentation du contexte général dans lequel se tiendront les réunions de ces institutions financières internationales à Marrakech du 9 au 15 octobre 2023, en présence d'un groupe de ministres des Finances, de gouverneurs de banques centrales et de représentants de grandes entreprises du monde, et avec la participation de l'entité sioniste.

Ce contre-sommet est organisé sous le slogan: «La lutte contre la tyrannie et contre l'impérialisme est une seule bataille».

Le contre-sommet des réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est une occasion exceptionnelle d'élever haut et fort la voix pour rejeter les politiques coloniales de ces institutions financières internationales impérialistes.

C'est aussi l'occasion de lancer une véritable dynamique contre les dettes qui constituent le cœur de la politique de ces deux institutions financières.

C'est aussi l'occasion de s'opposer à toute forme de normalisation avec l'entité sioniste coloniale raciste et de dénoncer la présence de ses représentants dans notre pays et au sommet de Marrakech, en plus de rejeter la responsabilité de l'issue de la situation de notre pays, d'abord sur les responsables de l'État et des gouvernements successifs, et d'exprimer le rejet de la subordination de notre pays à ces deux institutions coloniales qui lui ont fait perdre sa souveraineté par sa soumission totale à leurs diktats et les recommandations subversives et sa mise en œuvre de politiques économiques et sociales, qui ne produit que la destruction sociale, aggrave la pauvreté, la misère, la fragilité, la faim, l'injustice et les différences de classe et régionales, et provoque l'exacerbation du chômage et l'effondrement du pouvoir d'achat d'une large masse populaire. Cela exacerbe également les inégalités sexuelles et alimente de nombreuses crises, troubles, manifestations et guerres...

Mesdames et messieurs,

Le choix du Maroc pour accueillir les réunions de ces deux institutions impérialistes après leur tenue une première fois en 1973 en Afrique (à Nairobi, Kenya), et avec la décision et la bénédiction des institutions de Bretton Woods, confirme le lien de l'État marocain avec ces institutions financières impérialistes, institutions qui dominent la politique financière et économique du Maroc, et exprime le statut dont jouit le Maroc est donné par ces institutions pour donner une image de celui-ci comme ayant une économie forte et pour le montrer parmi les modèles réussis des pays en développement pour les noyer dans la politique néolibérale, à l'heure où il se situe en bas de liste des pays en termes de pauvreté, de retard en matière d'éducation, de santé et de répartition des richesses au niveau des revenus individuels selon les classifications d'autres institutions internationales, sans compter que le Maroc est à l'avant-garde des pays en matière de corruption et de pots-de-vin...

La politique néolibérale de ces institutions financières impérialistes se base sur:

1. La mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel basés sur la privatisation, l'austérité et l'élimination des services sociaux publics, comme modèle du fameux programme d'ajustement structurel PAS de 1983 au Maroc, réduisant la masse salariale publique et la formation de cadres éducatifs et sanitaires et du reste de la fonction publique, démantèlement du service public, marchandisation des services, privatisation, libéralisation des marchés et poursuite du pillage des richesses. ... ;

2. Le sabotage et le démantèlement des secteurs publics de base: éducation, santé, emploi, logement et autres ;

3. L'incitation aux gouvernements successifs à continuer de mettre fin aux acquis des travailleurs et du peuple marocain en général;

4. La réduction des budgets sociaux consacrés à l'éducation, à la santé et à la protection sociale, et la réduction des postes de travail dans le secteur public;

5. La généralisation de la privatisation à divers domaines et secteurs, la libéralisation des finances publiques et l'ouverture des portes aux capitaux privés pour investir dans les institutions et les services.

6. La généralisation de la vulnérabilité des différents secteurs et l'instauration du travail sous contrat dans le secteur public (plus d'un tiers des travailleurs du secteur de l'éducation sont désormais sous contrat, 140000 sur environ 320000);

7. Le contrôle par les sociétés transcontinentales des diverses ressources aquatiques, forestières, souterraines et marines;

8. La suppression de la caisse de compensation et l'encouragement des monopoleurs et spéculateurs pour doubler les profits et les prix des matériaux et services de base;

9. L'endettement croissant, de notre pays, et son utilisation comme prétexte pour imposer davantage de dépendance et mettre en œuvre les mêmes politiques destructrices, car les chiffres publiés par les autorités officielles marocaines indiquent qu'à la fin de 2022, la dette publique s'élève à 1146 milliards de dirhams = 952 milliards de dirhams de dette du Trésor (72% du produit intérieur brut) + 194 milliards de dirhams de dette envers les établissements publics;

10. L'obligation de notre pays à conclure des accords commerciaux déloyaux;

11. La consolidation des différences de classe et régionales;

12. Le déchargement de certaines institutions des Nations Unies de leurs tâches et rôles, tout en les contrôlant directement et indirectement, et en les introduisant dans le système néolibéral;

13. L'exacerbation croissante de la dégradation de l'environnement;

-...

- L'enseignement public:

Ces institutions internationales, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, jouent un rôle destructeur en s'orientant vers la privatisation des services sociaux publics, et en affaiblissant l'économie nationale.

Et dans le secteur de l'enseignement au Maroc, cela est évident à travers les étapes et les décisions décisives qui ont suivi et qui s'attaquent à la gratuité de l'enseignement et poussent à sa privatisation sous prétexte de diversification des financements et de partenariats public-privé PPP; Diversification de l'emploi, Atteinte à la stabilité de l'emploi, et réduction des dépenses publiques de l'État dans le domaine de l'enseignement...

Ceci est principalement lié au programme d'ajustement structurel PAS de 1983, à la charte de l'éducation et de la formation de 1999, au système des académies régionales d'éducation et de formation et le système d'enseignement supérieur universitaire 2000, le départ volontaire, le plan ou programme d'urgence 2009-2012, la vision stratégique 2015-2030, les mesures prioritaires 2015, la séparation formation-emploi et emploi contractuel 2017, la loi cadre 2019, le nouveau modèle de développement à l'horizon 2035, le programme gouvernemental (2021-2026) et la feuille de route 2022-2026... ;

- Dettes publiques:

A la fin de l'année 2022, la dette publique a atteint 1146 milliards de dirhams = dette des établissements publics, qui s'élève à 194 milliards de dirhams, représentant 86% du produit intérieur brut, après qu'elle n'ait pas dépassé 0,9 milliard de dirhams, évoluant à au début des années 80, à 12 milliards de dollars, soit 12% du PIB intérieur brut. On a recours à un endettement excessif en raison du déficit persistant du budget de l'État résultant de plusieurs raisons, notamment des dépenses élevées, des recettes insuffisantes, une faible croissance économique, le pillage et le gaspillage.

La dette fait que les institutions financières internationales qui prêtent au Maroc s'immiscent dans les politiques publiques à travers leurs exigences, leurs diktats et leurs projets, que ce soit au niveau économique ou même politique, sachant que le Maroc s'efforce de les mettre en œuvre. Les institutions susmentionnées ont imposé au Maroc ce qu'on appelle «l'ajustement structurel» entre 1983 et 1993, selon lequel les finances publiques ont été libéralisées et la porte a été ouverte et encouragée aux capitaux privés pour investir dans les institutions et les services, ce qui constitue une renonciation à l'État de sa responsabilité sociale, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

- Santé publique:

L'intervention de la Banque mondiale dans le secteur de la santé au Maroc a eu un impact significatif dans la réduction des dépenses publiques de santé, comme le démontrent les chiffres officiels, puisque le budget du ministère de la santé au cours des années 1970 était d'environ 7,8%, tombant à 2,3 % avec le lancement du plan d'ajustement structurel. Nous sommes en 1983, et malgré les situations financières qui s'ouvrent, elles ne reflètent pas l'ampleur de la pénurie et les chiffres annoncés, et elles ne sont pas en mesure de combler le grand écart, sans parler de la grave pénurie des cadres de santé au Maroc, attribuée à l'immigration, aux démissions, aux départs volontaires, aux retraites relatives, à la limite d'âge et aux mauvaises conditions de travail... Cela fait du Maroc l'un des taux les plus faibles en ressources humaines en santé par rapport à Algérie, Bahreïn, Tunisie, Turquie et pays similaires. (On s'attend à ce qu'entre 12 et 13 % des professionnels de santé prennent leur retraite en 2025).

Le Maroc ne dispose en moyenne que de 1,51 médecin pour mille habitants et, dans certaines régions, le nombre ne dépasse pas un médecin pour six mille habitants, alors que le minimum nécessaire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement est de 2,5 médecins pour mille habitants.

En général, l'offre proposée par le Maroc ne dépasse pas 6 médecins pour 10000 citoyens, contre 12 médecins pour 10000 citoyens en Tunisie, et 12 médecins pour 10000 citoyens en Algérie et 51 médecins en Espagne pour 10000 citoyens espagnols. . Ces chiffres révèlent la faiblesse des ressources humaines médicales.

L'État marocain s'efforce de se débarrasser de la gestion du secteur de la santé en limitant son rôle à surveiller, organiser et donner un coup de main au secteur privé pour superviser toutes les installations hospitalières publiques, de la garde à l'alimentation en passant par les médicaments. .

La «loi sur le service obligatoire» est une mise en œuvre littérale des diktats de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international concernant le secteur public, car elle supprime l'emploi et l'intégration dans le secteur de la santé et les remplace par un système de sous-traitance, démantèlement du secteur public qui fait un cadeau direct au secteur privé...

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont œuvré pour vider certaines institutions des Nations Unies de leurs tâches et rôles, tout en les contrôlant directement et indirectement et en les introduisant dans le système néolibéral. Pour référence, l'Organisation mondiale de la santé n'a pas été en mesure de donner une définition des médicaments génériques, en raison des pressions des sociétés multinationales liées au système Liberal International.

- Privatisation et perturbation des services d'eau, d'électricité, de désinfection des liquides et d'éclairage :

Les mêmes choix néolibéraux se sont poursuivis au sein des gouvernements successifs : la loi n°83.21 portant création d'entreprises régionales multiservices pour gérer les services d'eau, d'électricité, de désinfection des liquides et d'éclairage est entrée en vigueur, après son approbation au Parlement, et donc la privatisation. L'eau potable, l'électricité, la désinfection des liquides et l'éclairage public seront généralisés et soumis à une loi. Le marché, qui constituera un nouvel obstacle à l'accès des citoyens et citoyennes à ces services de base, privant la plupart d'entre eux de la disponibilité des conditions de santé et d'éducation des enfants, aggravant ainsi la réalité de pauvreté et de misère dont souffrent les villages et les marges du Maroc.

- Participation de l'entité sioniste à la Conférence de Marrakech :

Une délégation de l'entité sioniste viendra à Marrakech afin de participer aux réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Marrakech, à un moment où les forces d'occupation sionistes poursuivent leur agression brutale et leurs crimes contre l'humanité et contre le peuple palestinien. et contre la Syrie et le Liban..., poursuivant ainsi l'occupation et l'annexion des terres palestiniennes et la démolition de bâtiments sur la tête de ses habitants, y compris des enfants et des personnes âgées, en plus de l'arrestation et de l'assassinat de milliers de membres du mouvement palestinien. Résistance et ses attaques sur les terres syriennes et libanaises.

Recevoir la délégation sioniste à Marrakech est considéré comme un engagement en faveur de la normalisation et un encouragement à adhérer également à la politique d'occupation et de discrimination raciale à l'égard du peuple palestinien.

Le mouvement et l'État sionistes sont étroitement liés au développement de l'impérialisme mondial, car ils ont été liés depuis sa création aux grands projets coloniaux. L'entité sioniste est comme un chien de garde qui protège les intérêts du capitalisme occidental, en particulier du capitalisme américain, dans notre région.

Mesdames et messieurs,

Les défis posés à «La dynamique démocratique marocaine contre le Sommet du Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et contre la participation de l'entité sioniste, à Marrakech» s'incarnent dans la confrontation à l'influence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, face à l'impérialisme, et le contrôle sioniste, et reconnaître le droit légitime du peuple marocain à un développement indépendant qui réponde à ses intérêts immédiats et à long terme.

«La dynamique démocratique marocaine contre le Sommet du Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et contre la participation de l'entité sioniste, à Marrakech» appelle à:

1) Former un réseau international qui s'oppose à l'impérialisme et au capitalisme et rejette la tutelle des institutions financières impérialistes, dirigé par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce; Il appelle à encourager les investissements dans les services publics.

2) La lutte pour annuler et annuler les dettes à caractère colonial;

3) Protection et promotion des droits de l'homme, politiques, civils, économiques, sociaux, culturels et environnementaux ;

4) Imposer des réparations pour la destruction de l'environnement, les politiques coloniales et des décennies d'échanges inégaux ;

5) Imposer un système monétaire libéré du piège de la dollarisation de l'économie mondiale ;

6) Rejet absolu de la normalisation avec l'entité sioniste et opposition à toutes ses formes;

7) Organiser des manifestations et des activités intellectuelles, radiologiques et de protestation contre les réunions du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale au Maroc;

8) Exposer et dénoncer les politiques de ces deux institutions et mettre en évidence le préjudice qu'elles causent aux personnes.

La prise de conscience de l'importance d'une action commune et d'une lutte unie contre l'impérialisme, le néolibéralisme, les dettes illicites et la lutte contre les politiques néolibérales exige que les forces combattantes rassemblent leurs rangs et s'engagent dans des initiatives de lutte pour reconstruire des cadres communs de fronts et de coordination et créer

toutes les formes qui permettent la mobilisation des forces et des rangs serrés afin de renforcer et d'unifier la lutte pour affronter la politique de démantèlement du service public, de marchandisation des services, de privatisation, de libéralisation des marchés, de poursuite du pillage des richesses des peuples et de destruction de l'environnement...

Mesdames et messieurs

Ce communiqué de presse, dans la mesure où il reflète une réalité complexe qui démontre la puissance de ces institutions financières impérialistes et la tendance des pays dépendants à mettre en œuvre leurs plans et recommandations qui ne produisent que destruction sociale, retard et pauvreté... il présente à tous les forces aspirant à la libération, au progrès, à la liberté et à l'émancipation sont des défis majeurs et la responsabilité de diriger la lutte et les batailles contre l'impérialisme et le sionisme.

Secrétariat National de la «Dynamique Démocratique Marocaine».

S'opposer au sommet du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et à la participation de l'entité sioniste à Marrakech.

Annexe:

**Activités et événements de la «Dynamique démocratique marocaine contre le sommet du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, et contre la participation de l'entité sioniste, à Marrakech», organisés à Marrakech sous le slogan: «La lutte contre le despotisme et contre l'impérialisme est un seul Combat» :**

\* Dimanche 8 octobre 2023, 12h, au siège du Parti Socialiste Unifié à Bab Doukkala, Conférence de Presse;

\* Lundi 9 octobre 2023 à 19h, Bab El Jadid, Marrakech: Une manifestation «Non à la présence de l'entité sioniste, créée par les institutions financières et impérialistes mondiales»;

\* Jeudi 12 octobre 2023 à neuf heures du matin à la Faculté de Droit de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech: procès symbolique contre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ;

\* Vendredi 13 octobre à 15 heures, à la Faculté de Droit de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, un colloque sur les thèmes suivants :

- Droits de l'homme
- Les questions des femmes
- Les questions d'immigration;

\* Samedi 14 octobre, à neuf heures du matin à la Faculté de Droit de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech: un colloque autour des deux thèmes suivants:

- Actions syndicales
- Protection sociale.

\* Samedi 14 octobre, à 19 heures, devant le siège de la Direction Régionale des Télécommunications du Maroc à Marrakech, organisant une manifestation à l'occasion de la Journée Mondiale de la Pauvreté (17 octobre).

\* Dimanche 15 octobre à 11h (Déterminer le point de départ et le parcours.....)  
Organisation d'une marche nationale de protestation.